

ERASMUS +

Erasmus+ constitue une étape importante dans l'intégration européenne de la Suisse

Erasmus+ fait partie des avantages dont profitent ensemble la Suisse et l'Europe dans un souci de partenariat académique, mais aussi économique, culturel et politique

Le programme Erasmus+ revêt une importance capitale pour l'avenir du système académique suisse

Le Nomes appelle à une pleine adhésion de la Suisse au programme d'échange européen Erasmus +

Introduction

Erasmus est un programme d'échanges académiques permettant aux étudiants des pays partenaires de réaliser un ou plusieurs semestres d'études à l'étranger au sein des universités et hautes écoles européennes (et suisses jusqu'en février 2014). Instauré en 1987, il a perduré jusqu'en 2013 dans la majorité des pays du continent européen (membres de l'UE et Suisse inclus). Depuis sa création, le nombre d'étudiants bénéficiaires n'a cessé de s'accroître. Le 26 juin 2013, le Parlement européen et le Conseil de l'UE ont trouvé un accord sur l'évolution de l'Erasmus classique. L'année suivante, Erasmus a cédé la place à un nouveau programme-cadre appelé Erasmus+. Ce dernier vise à stimuler les compétences et l'aptitude à l'emploi grâce à des initiatives dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse. Entre 2014 et 2020, il offrira à plus de 4 millions d'Européens la possibilité d'étudier, de se former ou d'acquérir une expérience professionnelle.¹ Le programme Erasmus+ couvre cinq grands axes² relatifs à l'éducation et la formation : l'enseignement scolaire, l'enseignement et à la formation professionnels, l'enseignement supérieur, l'éducation des adultes et l'intégration européenne³.

Historique

En 1991, la Suisse a conclu avec l'Union européenne des accords bilatéraux pour la participation aux programmes de formation Comett et Erasmus⁴. Après une dénonciation de ces accords par l'UE en 1995, la Suisse n'y a participé que de manière indirecte. En 2001, le Conseil fédéral a décidé de mener des négociations en vue d'une participation officielle de la Suisse aux programmes d'éducation et de jeunesse liés aux Bilatérales II. En 2002, le Conseil et la Commission de l'UE ont donné leur feu vert à des négociations avec la Suisse pour que cette dernière puisse participer à la prochaine version du programme (Erasmus+). Ces négociations ne se sont ouvertes qu'en 2006, mais il a été admis que les étudiants suisses pourraient être intégrés dans le futur Erasmus+. Jusqu'au vote du 9 février 2014, la Suisse était donc un pays partenaire du programme Erasmus et bénéficiait des mêmes droits et obligations que les Etats-membres de l'Union européenne.

¹ http://ec.europa.eu/education/opportunities/index_fr.htm

² <http://www.touteurope.eu/les-politiques-europeennes/education-et-formation/synthese/erasmus-2014-2020.html>

³ http://ec.europa.eu/education/opportunities/index_fr.htm

⁴ <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19910261/>

Actualité

Suite au vote du 9 février 2014 et à l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse, la Confédération a refusé d'étendre la libre circulation des personnes (LCP) à la Croatie. A l'annonce de ce refus, l'Union européenne a adopté une série de mesures contraignantes vis-à-vis de la Confédération qui s'est vue notamment exclue du programme Erasmus+. En effet, ce programme visant à favoriser l'échange d'étudiants, d'apprentis, d'élèves et d'enseignants, est fortement lié à la LCP et dépend ainsi de la non-discrimination de la Croatie et de tout autre Etat-membre de l'UE.

Après quelques mois de négociations avec un statut de pays tiers, la Suisse a été réintégrée dans le programme Erasmus+ en tant que pays partenaire. Cependant, les possibilités de participation de la Suisse sont désormais limitées. Pour pallier ce problème, la Confédération a mis en place un programme parallèle, le Swiss-European Mobility Programme (SEMP). Celui-ci offre des conditions proches d'Erasmus+ pour les échanges d'étudiants et d'enseignants, mais il ne s'agit que d'une solution transitoire qui tient mal la comparaison avec le programme original.

Comme le prouvent de récentes enquêtes, le nombre d'étudiants étrangers en échange dans notre pays est en forte diminution⁵ depuis que la Suisse est considérée comme un pays tiers. Pour ne citer qu'un seul exemple, l'Université de Lausanne a connu une perte de 10% de ses étudiants venant de l'Union européenne. En revanche, le nombre de Suisses qui partent en Erasmus est toujours plus élevé⁶.

Position du Nomes

Le Nouveau mouvement européen suisse constate que le vote du 9 février a fortement fragilisé la relation entre la Suisse et l'UE. L'initiative contre l'immigration de masse n'étant pas compatible avec la LCP, cela a notamment entraîné la suspension de l'accord Erasmus+, qui lui est étroitement lié.

La solution transitoire proposée par le Conseil fédéral n'est pas satisfaisante dans le cadre d'un système académique performant et reconnu à l'étranger. Seules des solutions à long terme et une reprise des négociations avec l'Union européenne sur le dossier Erasmus+ pourront permettre aux étudiants suisses et européens de profiter pleinement de ces échanges qui contribuent à la construction de l'avenir de nos deux communautés. En outre, le programme Erasmus+ est essentiel pour le réseau académique suisse, car il lui permet de développer des projets et des réseaux qui favoriseront son rayonnement au sein du continent européen.

La participation de la Suisse au programme européen d'échange Erasmus+ est actuellement assurée jusqu'à fin 2017 à travers une solution transitoire, mais celle-ci comporte bon nombre de désavantages pour des milliers de jeunes, apprentis, étudiants et professionnels. Comme l'indique le Conseil fédéral dans son message du 27 avril 2017, il apparaît clairement que cette solution provisoire sera maintenue pendant encore trois ans, bien que le protocole relatif à la Croatie ait été ratifié et que l'UE ait signifié sa disposition à reprendre des négociations concernant la participation de la Suisse à Erasmus+. Cette décision du Conseil fédéral risque d'ôter à toute une génération l'opportunité unique d'acquérir des compétences centrales au niveau personnel, interculturel et pour la vie privée et professionnelle en Europe, en dépit de la nécessité de ces compétences dans une société mondialisée et interconnectée. Le Nomes appelle ainsi à une pleine adhésion de la Suisse au programme d'échange européen Erasmus +.

⁵<http://www.24heures.ch/suisse/erasmus-nombre-etudiants-europeens-chute/story/16179054> (article du 18 mai 2015)

⁶Même source.